

Intro :

La démocratie, perçue comme le grand modèle politique de référence partout dans le monde, traverse une période de grande remises en question, que ce soit des démocraties émergentes ou des démocraties de longues dates, les défis se multiplient, menaçant aussi bien ses fondements institutionnels (comme la constitution en France) que la confiance des citoyens. Les deux analyses d'un article sur la situation politique au Bénin et d'un éditorial sur la crise de confiance en France permettent de mettre en lumière la diversité et la complexité des maux qui affectent les systèmes démocratiques aujourd'hui.

Développement :

Le cas du Bénin, une démocratie sous tension institutionnelle

▶ / Podcasts / Le grand invité Afrique



LE GRAND INVITÉ AFRIQUE

Bénin: «Une présidentielle sans le candidat du principal parti d'opposition, ce n'est plus la démocratie»

Publié le : 29/10/2025 - 06:45

Écouter - 07:45 Partager Ajouter à la file d'attente

Lundi soir, la Cour constitutionnelle de Cotonou a définitivement écarté la candidature de Renaud Agbodjo, l'avocat désigné par le parti d'opposition Les Démocrates pour se présenter à la présidentielle du 12 avril 2026. Que pense ce parti de cette décision de justice ? Y voit-il une manœuvre du pouvoir béninois ? Guy Dossou Mitokpè est le porte-parole du parti Les Démocrates. Il répond aux questions de Christophe Boisbouvier.



Titre : «*Une présidentielle sans le candidat du principal parti d'opposition, ce n'est plus la démocratie*»

Source : RFI (Radio France Internationale), 29 octobre 2025

Lien : <https://www.rfi.fr/fr/podcasts/le-grand-invité-afrique/20251029-bénin-une-présidentielle-sans-le-candidat-du-principal-parti-d-opposition-ce-n'est-plus-la-démocratie>

Radio France Internationale (ou RFI) est un média de service public français diffusé mondialement, très écouté dans le monde et particulièrement en Afrique francophone. Sa réputation de presse internationale indépendante en fait une source pertinente pour traiter des enjeux politiques internationaux dont des enjeux africains. Cet article de presse met en évidence plusieurs aspects critiques du fonctionnement de la démocratie au Bénin, principalement liés aux mécanismes électoraux et institutionnels. Le cœur du problème est l'invalidation de la candidature du principal parti d'opposition à l'élection présidentielle.

Comme le montre le titre, une élection sans véritable choix donné aux électeurs perd de son sens démocratique. Le pluralisme, qui est la garantie de la représentation des différentes sensibilités politiques, est ici directement attaqué. Le cadre constitutionnel et légal : L'analyse révèle comment les règles peuvent être instrumentalisées. Le porte-parole explique que la loi électorale a été modifiée pour fixer le nombre de parrainages requis à 28, soit le nombre exact de députés de son parti. Il y voit une manœuvre "à dessein" pour fragiliser leur candidature, illustrant comment le pouvoir législatif peut être utilisé par le gouvernement en place pour contraindre l'opposition. La Cour constitutionnelle est présentée comme l'arbitre final dont les "décisions sont sans recours". Cependant, sa décision d'écartier le candidat est perçue par l'opposition non pas comme une application juste du droit, mais comme une manœuvre politique. Cela pose la question fondamentale de la neutralité et de l'indépendance des institutions judiciaires, piliers de l'État de droit. L'article expose la fragilité de l'opposition face à l'absence d'un de ses propres élus. L'opposition accuse ce député de "trahison" et suspecte une "instrumentalisation par le pouvoir", montrant comment les pressions politiques peuvent diviser les blocs partisans. Au-delà de l'élection, l'interview mentionne l'existence de prisonniers politiques et d'exilés. Par exemple, l'ancienne candidate Reckya Madougou (Femme politique béninoise). Cela signale un climat de répression politique qui dépasse le simple cadre électoral et touche aux libertés fondamentales, un indicateur clair d'un recul démocratique.

L'augmentation de la crise de confiance démocratique en France

ÉDITORIAL

Le Monde

Crise démocratique : des symptômes de plus en plus inquiétants

La treizième vague de l'enquête annuelle « Fractures françaises », réalisée par Ipsos pour « Le Monde » met en évidence une augmentation de la défiance et un sentiment de dysfonctionnement de la démocratie. La tentation d'un pouvoir fort d'extrême droite existe dans de nombreuses catégories de la population.

Publié le 20 octobre 2025 à 11h00, modifié le 20 octobre 2025 à 19h09 | ⏲ Lecture 2 min.

• [Read in English](#)

 [Lire plus tard](#)



La démocratie française est malade et ses maux sont multiples. Depuis douze ans, l'étude « Fractures françaises », menée par l'institut Ipsos pour *Le Monde*, ausculte de façon très précise l'état de la société. En 2025, après des mois d'instabilité politique, les résultats montrent une augmentation de la défiance, du désespoir, du déclinisme et une volonté de dégagisme... Des symptômes particulièrement inquiétants, qui illustrent la profondeur de la crise démocratique, à moins de deux ans de la prochaine élection présidentielle.

Contenus sponsorisés par 



PUBLICITÉ FORGE OF EMPIRES

Un jeu de stratégie incontournable pour tous ceux qui ont un ordi !

Titre : "Crise démocratique : des symptômes de plus en plus inquiétants"

Source : Le Monde (Éditorial), 20 octobre 2025

Lien : https://www.lemonde.fr/idees/article/2025/10/20/crise-democratique-des-symptomes-de-plus-en-plus-inquietants_6648228_3232.html

"Le Monde" est l'un des principaux quotidiens nationaux en France. Son orientation politique est dite "légèrement à gauche". Un article de presse de ce journal reflète une prise de position argumentée sur un sujet majeur de société. Il aborde la crise démocratique non pas sous l'angle de la manipulation institutionnelle, mais sous celui de la dégradation du lien de confiance entre les citoyens et le système politique. Les chiffres sont frappants : 96% de mécontents, 90 % estimant que le pays est en déclin. Cette défiance vise à la fois le pouvoir exécutif (le "présidentialisme d'Emmanuel Macron, vu comme trop vertical") et le pouvoir législatif (le Parlement, dont la "côte est à nouveau en chute libre"). Les institutions fonctionnent, mais elles ne génèrent plus l'adhésion. La crise de la représentation : L'article décrit un "fossé" qui se creuse entre les citoyens électeurs et leurs représentants (députés sénateur, président...) . Les actions et les discours des politiques sont perçus comme déconnectés des préoccupations des Français, voire comme des manœuvres politiciennes ("faillites individuelles et collectives"). La remise en cause du modèle démocratique est l'aspect le plus inquiétant. Si 2/3 des sondés restent attachés à la démocratie, une part non négligeable (1/3), notamment les jeunes (42 % des -35 ans), considère que d'autres systèmes politiques pourraient être aussi bons. La tentation d'un pouvoir fort que ce soit à l'extrême droite ou à l'extrême gauche devient une option pour de nombreuses catégories de la population, indiquant une l'effondrement des valeurs démocratiques fondamentales. L'éditorial critique l'instabilité (démission d'un Premier ministre, motions de censure, budget non voté, 49.3...) et l'incapacité des forces politiques, de droite comme de gauche, de proposer des solutions crédibles, ce qui nourrit le sentiment général de "dégagisme". Contrairement au premier article qui décrit un blocage, celui-ci évoque des solutions pour "faire évoluer la Ve République". Il mentionne des outils de démocratie participative comme les conventions citoyennes ou les référendums, montrant que le débat sur la rénovation du système est ouvert.

Conclusion :

En mettant ces deux articles cote à cote, on mesure mieux les obstacles qui pèsent sur les démocraties modernes. Il prouvent que la crise ne se manifeste pas de la même façon partout. Au Bénin, nous assistons à une crise des mécanismes démocratiques. Les règles du jeu institutionnel et électoral sont contestées et perçues comme étant détournées par le pouvoir en place pour se maintenir, en excluant l'opposition. C'est une attaque directe contre les fondements de la démocratie classique : des élections libres et équitables. En France, le diagnostic est différent. Il s'agit d'une crise de la légitimité démocratique. Les institutions fonctionnent, les élections ont lieu et l'opposition peut s'exprimer, mais le système est miné par une défiance massive des citoyens qui ne se sentent plus représentés et sont de plus en plus séduits par des alternatives autoritaires. C'est une crise plus profonde, une crise du "sens" même de la démocratie. En répondant à notre problématique, nous pouvons donc affirmer que ces articles révèlent que si la démocratie est en difficulté, c'est à la fois parce que ses

règles peuvent être vidées de leur but dans des contextes de construction fragile, et parce que son esprit peut s'affaiblir. même dans des régimes solidement établis, lorsque le pacte de confiance entre gouvernants et gouvernés est brisé. Ces deux cas, bien que différents, soulignent une même urgence : celle de préserver et de réinventer les conditions d'un véritable pouvoir du peuple, par le peuple et pour le peuple.